



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 11 AU 17 OCTOBRE 2025

NUMÉRO 3

**UN PLAN SOCIAL CHEZ
COLIBRI À PONS, LES
SALARIÉS INQUIETS**

**FIN DE LA GRÈVE À L'EPHAD
DE LORMONT, DES
AVANCÉES OBTENUES**

**LES SALARIÉS DU MUSÉE
CHIRAC SE FONT BRAQUER**

**LE PRÉSIDENT D'UNE CDC
LANDAISE CONDAMNÉ
POUR HARCÈLEMENT**

**LES DRONES DONNENT
DES AILES À LA FILIÈRE
AÉRONAUTIQUE**

UNE SCIC POUR TENTER DE SAUVER LES PAPETERIES DE CONDAT

À Lardin-Saint-Lazare (Dordogne), les papeteries de Condat ont été mises en vente dès l'arrivée de Dominique Bernard à leur tête, le 13 octobre. La décision, annoncée lors d'un CSE extraordinaire, a suscité inquiétude et émotion parmi les quelque 200 salariés. Une centaine d'entre eux ont accueilli le nouveau président aux côtés du maire, exprimant leur désarroi face à cette incertitude. Pour tenter de préserver l'entreprise, les salariés, soutenus par la Filpac CGT et le bureau Proneos, ont lancé jeudi 16 octobre une SCIC et créé l'association Condat Papers afin de mobiliser collectivités et partenaires économiques. Environ six millions d'euros restent à réunir pour relancer le site, qui pourrait retrouver l'équilibre d'ici trois ans selon les hypothèses les plus prudentes.

(SOURCES : Ici Périgord, 13/10/2025, en ligne. Dordogne Libre, 17/10/2025, p. 8)



REVENDICATIONS

VIENNE

COLLECTIVITÉS

L'UNSA S'IMPLANTE À LA MAIRIE ET À L'AGGLO DE POITIERS

Le syndicat UNSA territoriaux a ouvert mardi 7 octobre une section dans les collectivités locales de Poitiers, à la mairie, à l'agglomération et au CCAS. Il est animé par deux policiers municipaux et vient diversifier le paysage syndical, jusqu'alors occupé par CGT, CFDT et FO. L'UNSA territoriaux vise des postes aux élections professionnelles de décembre 2026.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 13/10/2025, p. 7

LANDES

MONT-DE-MARSAN : DEUX ÉLUS RENDENT LEUR DÉLÉGATION RH

Les maires de Saint-Pierre-du-Mont et de Saint-Avit ont démissionné de leur délégation aux ressources humaines de Mont-de-Marsan Agglo pour protester contre la gestion du cas d'Aurélien Sourine, directeur de la communication de l'Agglo, récemment condamné pour favoritisme. Suspendu après sa condamnation mais maintenu dans ses droits, il bénéficie selon ces élus d'une mesure de favoritisme. Le maire de Mont-de-Marsan et président de l'agglo, Charles Dayot, dénonce une « cabale politique ». Il maintient la confidentialité de l'enquête administrative en cours, invoquant le respect de la procédure judiciaire.

SOURCE

Sud Ouest Landes, 15/10/2025, p. 14

LOT-ET-GARONNE

AMBIANCE DIFFICILE AUX SERVICES TECHNIQUES DE FUMEL

La CGT des Services publics du Lot-et-Garonne évoque une situation de souffrance au travail dans plusieurs services municipaux de Sainte-Livrade, près de Villeneuve-sur-Lot, et signale l'ouverture d'une enquête administrative après un incident impliquant un agent et le directeur des services techniques. Le syndicat a réaffirmé, dans un communiqué publié ces jours-ci, son soutien aux personnels concernés, dénonçant un « management toxique » et un « climat de travail délétère ».

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne, 16/10/2025, p. 16f

GIRONDE

FIN DE LA GRÈVE À L'EPHAD DE LORMONT, LES GRÉVISTES OBTIENNENT DES POSTES

Après un mois de mobilisation contre le manque de personnel, les salariés de l'Ehpad du CHU de Bordeaux à Lormont ont suspendu leur grève lundi 13 octobre. Selon la CGT, les négociations ont abouti au recrutement d'un agent hospitalier, de deux aides-soignantes et de deux infirmières, ainsi qu'à l'accompagnement de trois agents vers la validation des acquis. Un pool de suppléance sera créé. L'établissement, qui compte 95 résidents pour 120 places, ne reprendra pas les admissions avant janvier 2026, le temps d'encadrer les nouveaux agents.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo, 16/10/2025, p. 16



POUR
PARLER
AUX CSE



VOUS PRENDREZ BIEN UN ENCART ?

PUB@AQUISOCIAL.FR

REVENDICATIONS

LANDES

UNE CENTAINE DE SALARIÉS D'ENGIE MOBILISÉS À CAPBRETON

A l'appel de la CGT, une centaine de manifestants se sont rassemblés jeudi 16 octobre devant le site Engie de Capbreton (Landes). Les salariés du fournisseur d'électricité réclament davantage de moyens, de meilleures conditions de travail et un traitement plus équitable.

SOURCE Sud Ouest Landes, 17/10/2025, p. 20c

CHARENTE / HAUTE-VIENNE

ANGOULIM RESTE EN PREMIÈRE LIGNE POUR LE TRONÇON ANGOULÈME-LIMOGES

Le collectif Angoulim, mobilisé pour la réouverture de la ligne ferroviaire Angoulême-Limoges, multiplie les initiatives afin de relancer le dossier du tronçon charentais fermé depuis 2018. Il réclame la publication du rapport d'études remis à l'État et à la Région et la signature d'une convention de financement. Si 34 millions d'euros figurent au contrat de plan 2023-2027, le coût total est estimé à 360 millions. L'association propose de financer les travaux via une écotaxe sur les poids lourds en transit sur la RN141, pouvant rapporter jusqu'à 40 millions d'euros par an. Des « soirées du rail » et débats publics doivent rythmer la mobilisation jusqu'à décembre.

SOURCE Le Populaire du Centre, 16/10/2025, p. 5

CHARENTE

LES CHAUFFEURS DE BUS ALERTENT SUR LE RISQUE D'ACCIDENT À LA CITÉ SCOLAIRE

Depuis la rentrée, plusieurs conducteurs desservant la cité scolaire de Puyguillen, à Ruelle-sur-Touvre, font part de leur inquiétude face à l'affluence d'élèves aux heures de sortie. Malgré les réaménagements réalisés l'été dernier par GrandAngoulême, l'arrêt de bus reste jugé trop exigu. Les chauffeurs demandent des mesures rapides pour éviter tout accident.

SOURCE Charente Libre, 17/10/2025, p. 13

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DES MILITANTS PRO PALESTINIENS FONT LE SIÈGE D'UNE ENTREPRISE DE SÉCURITÉ

Une vingtaine de militants du collectif Palestina Askatu ont protesté mardi 14 octobre devant le site d'Etche sécurité, à Viodos-Abense-de-Bas, dans les Pyrénées-Atlantiques. Ils dénoncent la vente de bottes de protection à un distributeur israélien, estimant qu'il est impossible d'être neutre dans le contexte du conflit à Gaza.

Le gérant assure ne pas travailler ni avec l'État ni avec l'armée israélienne, mais avec un distributeur civil implanté en Israël. Il souligne que ses bottes NRBC sont destinées à la protection et à la décontamination, non au combat. La manifestation s'est déroulée sous surveillance de la gendarmerie, sans incident.

SOURCE La République des Pyrénées, 15/10/2025, p. 4

GIRONDE

SOIXANTE SALARIÉS DE BAGATELLE DÉNONCENT LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL

Une soixantaine de salariés du bloc opératoire, de la salle de réveil et de la chirurgie ambulatoire de l'hôpital Bagatelle de Talence (Gironde) se sont mis en grève mardi 14 octobre. Ils dénoncent un déménagement précipité vers le nouveau bâtiment du projet Bahia, qu'ils jugent inadapté : vestiaires insuffisants, manque de rangements, matériel mal positionné, réseau téléphonique défaillant. En sous-effectif, les personnels disent cumuler des tâches hors de leurs fonctions, parfois jusqu'au ménage, sur fond de déficit de l'établissement. Mardi, la moitié des opérations prévues ont été annulées. Le mouvement, déposé pour deux semaines, pourrait se prolonger.

SOURCE Sud Ouest Bordeaux Agglo, 15/10/2025, p. 16



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

REVENDICATIONS

VIENNE

A POITIERS, LES AUTO ÉCOLES EN SOUTIEN DES INSPECTEURS DU PERMIS DE CONDUIRE

Dans la Vienne, les auto-écoles partagent les préoccupations des inspecteurs du permis de conduire, qui se sont mobilisés dans d'autres départements ces derniers jours pour demander des renforts (en Haute-Vienne et en Gironde notamment). Elles alertent sur l'allongement des délais pour passer le permis, en raison d'un manque d'examinateurs. Le département n'en compte que cinq pour tous les types de permis. Deux d'entre eux ont quitté leurs fonctions durant l'été 2025. Les élèves peuvent attendre entre un et six mois pour un second passage après un échec. Le délai médian pour la catégorie B se situe entre 45 et 80 jours.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 13/10/2025, p.3

VIENNE

L'INTERSYNDICALE ENSEIGNANTE INTERPELLE LE RECTORAT SUR LA RÉFORME DU BAC PRO

Une délégation intersyndicale (FSU, CGT Educ'action, SE-Unsa, Sud Education) a été reçue mardi 14 octobre au rectorat de Poitiers.

Elle réclame l'abrogation du parcours personnalisé du bac pro, la tenue des examens fin juin et un plan d'urgence pour les lycées professionnels publics. Les enseignants dénoncent des programmes bâclés, un contrôle continu avancé à mai et une perte de sens pour les élèves, parfois en vacances avant la fin des cours. Selon la CGT, 170 heures d'enseignement ont été supprimées depuis 2023.

SOURCE

La Nouvelle République, 15/10/2025, p. 3



Transmettez nous vos infos en direct

info@aqusocial.fr

LANDES

JUSTICE

L'UFAP-UNSA ALERTE SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION À LA PRISON DE MONT-DE-MARSAN

Le syndicat pénitentiaire UFAP-UNSA alerte sur une situation critique à la maison d'arrêt de Mont-de-Marsan, où plus d'une centaine de détenus dorment sur des matelas à même le sol. Selon ses chiffres, cela représenterait environ un tiers de la population d'un bâtiment. La densité carcérale y atteindrait 140 % selon les dernières données du ministère de la Justice (septembre 2025), contre 127 % début 2024. Les représentants syndicaux dénoncent un flux entrant constant sans libérations équivalentes et redoutent une montée des tensions internes. Ils mettent en cause la faible application des aménagements de peine et alertent sur la dégradation des conditions de travail des surveillants, déjà sous pression.

SOURCE

Ici Gascogne, 15/10/2025, en ligne

CHARENTE

EN CHARENTE AUSSI, LES POLICIERS MANQUENT DE MOYENS

Alors que leurs collègues bordelais alertaient sur leurs difficultés la semaine dernière, des policiers d'Angoulême évoquent eux aussi des conditions de travail dégradées en Charente, autour des mêmes problématiques. Le délégué syndical Alliance se plaint d'une activité soutenue sans effectifs suffisants, ce qui aboutit à des dossiers en souffrance mais aussi à une augmentation des risques psychosociaux chez les policiers. Les chiffres compilés par le quotidien Charente Libre sont éloquents : sur les circonscriptions d'Angoulême-Cognac (300 agents), un policier doit prendre en charge vingt-cinq faits, quand son collègue de la Vienne n'en traite que vingt-deux et son homologue de Limoges, dix-neuf.

SOURCE

Charente Libre, 14/10/2025, p. 3



Chaque semaine ici
TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



DROIT DU TRAVAIL

VIENNE

SON TECHNICIEN ÉTAIT TOMBÉ DANS UNE CUVE : L'EMPLOYEUR N'EST PAS RESPONSABLE

L'audience était début septembre, le délibéré a été prononcé il y a peu. Le tribunal correctionnel de Poitiers a prononcé la relaxe d'une société poursuivie pour blessures involontaires après un accident du travail survenu en septembre 2022 sur un chantier de réhabilitation d'une usine d'eau potable à Curzay-sur-Vonne (Vienne). Un technicien avait chuté d'environ six mètres dans une cuve d'étanchéité alors qu'il retirait sa surcombinaison. Grièvement blessé, il avait été hospitalisé deux mois et subi plusieurs interventions chirurgicales. Lors de l'audience, la victime, licenciée depuis pour inaptitude, avait pointé des insuffisances de sécurité, l'absence de vestiaires et d'équipements adaptés. L'entreprise avait contesté toute faute, mettant en avant la formation et l'expérience du salarié.

Le tribunal a estimé qu'elle avait respecté ses obligations de sécurité et n'avait pas commis de manquement pénalement répréhensible.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne, 13/10/2025, p.4



**ÉDITEURS,
LIBRAIRES**

FAITES CONNAÎTRE LES
GUIDES UTILES

LES GUIDES PRA

Prud'hommes

SE DÉFENDRE POUR GAGNER

- Quelles sont les procédures ?
- Comment je prépare une audience de conciliation ?
- Comment je conteste

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR

le jugement ?

2022
Dernières Jurisprudences

LANDES

LA COUR D'APPEL CONDAMNE LE PRÉSIDENT ET LE DGA DE LA CDC POUR HARCÈLEMENT

Le président de la communauté de communes du Pays de Villeneuve en Armagnac landais, Jean-Yves Arrestat, a été reconnu coupable de harcèlement moral par la cour d'appel de Pau pour des faits survenus en février 2021, et condamné à 3 000 € d'amende, sans privation d'éligibilité. Son directeur général adjoint, Lilian Darrouy, écope pour sa part de quatre mois de prison avec sursis, 4 400 € de dommages et intérêts et un an d'inéligibilité pour harcèlement moral et sexuel sur quatre victimes entre 2017 et 2019. A partir de 2014, plusieurs employés de la collectivité avaient dénoncé des comportements humiliants et des mises au placard. Une enquête de gendarmerie avait été ouverte en 2020 à l'encontre des deux hommes. Jean-Yves Arrestat avait été relaxé en première instance en 2023 et son DGA, condamné pour deux faits de harcèlement moral seulement, avec 5 000 € d'amende, dont une partie avec sursis.

SOURCE

Sud Ouest Landes,
14/10/2025, p. 14

GIRONDE

UNE ENQUÊTE ADMINISTRATIVE À L'ENCONTRE DU CADRE DE LÉOGNAN HARCELEUR

La mairie de Léognan (Gironde) a engagé début octobre une deuxième procédure disciplinaire à l'encontre d'un cadre condamné en mai à neuf mois de prison avec sursis pour harcèlement sexuel. La collectivité a pris cette décision après avoir pris connaissance du jugement pénal désormais définitif. Une enquête administrative est ouverte sur des faits révélés par ce jugement, susceptibles de relever d'une sanction lourde (mise à pied longue ou révocation). Le conseil de discipline tranchera à l'issue des investigations. La mairie assure avoir protégé la victime et ne pas vouloir alimenter les polémiques.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux
Agglo, 16/10/2025, p. 15



EMPLOI & FORMATION

EN RÉGION

TECHNOLOGIE

L'IA, UN NOUVEL OUTIL POUR REPENSER LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Au salon Préventica, qui s'est tenu cette semaine à Bordeaux, l'intelligence artificielle s'est imposée comme un nouvel outil pour repenser les organisations professionnelles et prévenir la surcharge mentale. La docteure Julie Lassalle, spécialiste en sciences cognitives, y a exposé comment elle peut analyser en temps réel le ressenti des salariés, détecter les situations de stress récurrent et orienter les priorités d'action. Mais, souligne-t-elle, ces outils n'ont de sens que s'ils nourrissent un véritable dialogue interne. Préventica, consacré à la santé, à la sécurité et à la qualité de vie au travail, a accueilli près de 10 000 visiteurs et 400 exposants qui y ont échangé sur les conditions de travail et la prévention des risques.

SOURCE Sud Ouest Supplément éco et entreprises, 16/10/2025, p. 2-3.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

LES STATIONS-SERVICE DOIVENT FAIRE FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DES LOCKERS

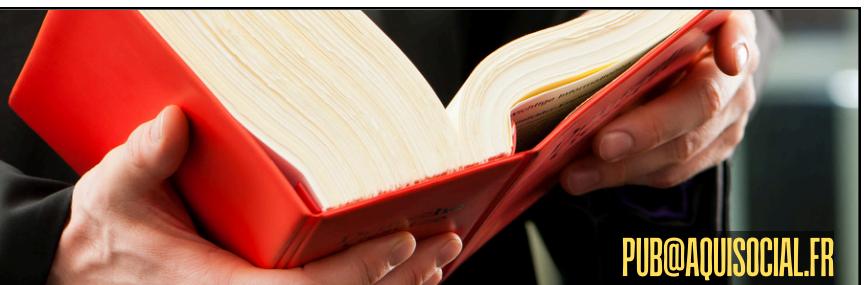
Dans les Pyrénées-Atlantiques, quelques stations-service continuent d'assurer le dépôt de colis malgré la concurrence des lockers automatiques, désormais omniprésents. Mondial Relay, qui compte plus de 8 000 points relais en France, a annoncé la suppression de 3 500 d'entre eux en petits commerces d'ici à la fin de l'année. À Pau, la gérante de la station Avia voit encore dans cette activité un atout vital : jusqu'à 3 000 colis reçus par mois, pour une marge directe et une clientèle fidèle. Ailleurs, les revenus s'érodent.

SOURCE Sud Ouest toutes éditions, 15/10/2025, p. 8

AVOCATS

*Spécialistes du droit
du travail?*

FAITES LE SAVOIR ICI



PUB@AQUISOCIAL.FR

CORRÈZE

NOALIS OUVRE UNE RÉSIDENCE POUR 30 APPRENTIS OU JEUNES TRAVAILLEURS À BRIVE

L'opérateur Noalis a livré vendredi 10 octobre vingt studios meublés temporaires à Brive. Ils s'adressent à des apprentis ou à des jeunes travailleurs jusqu'à 30 ans. Installés à proximité de l'organisme de formation de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (IUMM), ils permettent des installations et des départs rapides, avec facilitation des démarches d'installation et préavis raccourci, pour un loyer de moins de 500 €. Noalis a investi un peu plus de 2 millions d'euros dans ce projet et prévoit d'autres ouvertures en Corrèze.

Il revendique 500 meublés de ce type en Nouvelle-Aquitaine. Le mois dernier, le bailleur social avait inauguré une résidence similaire à Saintes, en Charente-Maritime.

SOURCE La Montagne, édition de la Corrèze, 13/10/2025, p. 6

CORRÈZE

A USSEL, L'IFAS PEINE À RECRUTER SES FUTURS APPRENTIS AIDES-SOIGNANTS

L'Institut de formation des aides-soignants (Ifas) d'Ussel, en Corrèze, dispose d'une trentaine de places pour sa rentrée de janvier 2026, mais les inscriptions sont encore faibles. L'établissement organise des portes ouvertes mercredi 22 octobre, de 9 h à 17 h, pour présenter sa formation et ses stages pratiques dans les hôpitaux, Ehpad et services de maintien à domicile. Les élèves actuels soulignent la richesse et l'intensité de la formation, ainsi que l'importance du lien avec les patients.

SOURCE La Montagne, édition de la Corrèze, 17/10/2025, p. 20



EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

95 890

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr



HAUTE-VIENNE

EN HAUTE-VIENNE, LA CONJONCTURE MEILLEURE QU'ATTENDU

Présenté par la Banque de France et la CCI, le baromètre économique de la Haute-Vienne révèle une conjoncture plus favorable qu'attendu. Bien plus qu'en Béarn ou que dans la Vienne, bien davantage aussi qu'à l'échelle de la région où 78% des sondés sont inquiets pour leur avenir.

Selon l'enquête menée auprès de 416 entreprises, 74 % jugent leur situation bonne ou très bonne.

L'inflation, contenue à 1 % en 2025, devrait remonter à 2 %, un niveau jugé « cible ». La croissance, portée à 0,7 %, et un taux de chômage attendu à 7,4 % en 2027, confirment la résistance du tissu local. Si les défaillances d'entreprises ont augmenté, les services, notamment l'aide à la personne, repartent à la hausse. La Banque de France salue une « dynamique encourageante ».

SOURCE

Le Populaire du Centre,
14/10/2025, p. 8

COLLEZ VOTRE PUB ICI



PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

A OLORON, LINDT VEUT NOURRIR UN VIVIER DE TALENTS DANS LES LYCÉES PRO

La chocolaterie Lindt d'Oloron-Sainte-Marie, seule implantation française du géant Suisse, a signé mardi 14 octobre une convention triennale avec les lycées professionnels Guynemer et du 4-Septembre. Il s'agit de renforcer les liens entre l'entreprise et les filières locales de maintenance industrielle et de commerce-vente.

Ce partenariat prévoit davantage de stages, d'interventions de professionnels et de formations croisées entre les enseignants et les équipes de Lindt. Pour le directeur du site, l'objectif est de développer des profils évolutifs dans un contexte de digitalisation et d'intelligence artificielle.

L'usine, qui emploie 600 permanents et jusqu'à 1 000 personnes en haute saison, espère ainsi fidéliser de futurs techniciens et commerciaux issus du territoire.

SOURCE

Sud Ouest Béarn et Soule,
16/10/2025, p. 12

UNE FORMATION AUX MÉTIERS DE LA RESTAURATION VA OUVRIR À PAU EN SEPTEMBRE

Le projet de reconversion du bâtiment Orpéa de Pau va permettre l'ouverture prochaine d'une école de formation aux métiers de la restauration.

Le site abritera un espace de 1 100 m² comprenant une cuisine professionnelle et un restaurant d'application. Le projet est porté par l'Institut national de formation et d'application (Infa), en partenariat avec l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH 64).

Il vise à former des adultes éloignés de l'emploi aux métiers de la restauration, avec un accompagnement en alternance sur des durées de 6 à 18 mois.

L'Infa investira environ 250 000 € dans l'équipement financé par les organismes de formation professionnelle (OPCO) et par des partenaires publics et privés.

La première promotion d'une cinquantaine de stagiaires est attendue pour septembre prochain.

SOURCE

La République des Pyrénées,
11/10/2025, p. 9



ET SI VOUS DONNIEZ
DE LA VISIBILITE
A VOS ACTIONS ? *

PUB@AQUISOCIAL.FR



EN RÉGION

AÉRONAUTIQUE

EN MARGE DU SALON INTERNATIONAL DE BORDEAUX, LES DRONES DONNENT DES AILES À LA FILIÈRE

La filière aéronautique connaît une mutation profonde, portée par l'innovation et la volonté de maintenir l'emploi en région. C'est le constat relayé cette semaine dans la PQR alors que se tenait le salon international du drone à Bordeaux.

À Péreuil, près de **Barbezieux**, l'association E.space aero symbolise cet élan collectif. Longtemps raillée, l'idée d'une filière charentaise prend forme : plusieurs entreprises, dont Aerostats, UAD Aéroservice, Argusrobotics ou Privilege Aircraft, ont manifesté leur désir de collaborer.

L'idée étant de développer des solutions de surveillance en altitude, avec des applications concrètes pour l'agriculture et la viticulture. Une initiative qui mise sur les ressources locales et l'innovation partagée.

En **Gironde**, l'aéroport de Bordeaux-Mérignac mise sur les drones et prépare la création d'un vertiport d'ici dix ans. Grâce au projet PandroneAI,

mené avec LaBRI, Bordeaux Technowest et plusieurs acteurs locaux, la plateforme expérimente des drones autonomes pour la surveillance, le transport de marchandises et de médicaments. Un budget de six millions d'euros, financé pour moitié par l'État, témoigne du poids économique et social de ces nouveaux usages. La start-up bordelaise Aerix Systems s'inscrit dans cette

dynamique avec une technologie de propulsion omnidirectionnelle brevetée, une première mondiale. Sa production locale prévue dès 2026 devrait générer des emplois qualifiés et renforcer la souveraineté industrielle.

SOURCES Charente Libre, 11/10/2025, p. 22
Sud Ouest Bordeaux Agglo, 14/10/2025, p. 13
Sud Ouest toutes éditions, 11/10/2025, p.8

Heurs et malheurs dans l'aviation

À Saint-Agnant, en **Charente-Maritime**, l'atmosphère se charge de nuages pour VoltAero, pionnière de l'avion hybride électrique. Placée en redressement judiciaire début octobre, la société fondée par d'anciens cadres d'Airbus emploie une quarantaine de salariés. Son PDG garde espoir, misant sur de nouveaux investisseurs pour sauver le programme Cassio 330, conçu pour une aviation plus propre. Le cas de VoltAero illustre la fragilité d'une industrie innovante, dépendante des partenariats et du soutien public. En revanche, dans le transport aérien, la compagnie Volotea consolide sa présence à **Bordeaux** avec deux nouvelles lignes vers Séville et Valence. Forte de 115 salariés, elle reprend une partie des liaisons abandonnées par Ryanair et prévoit 1,5 million de sièges en 2026.

SOURCES Sud Ouest Charente-Maritime, 13/10/2025, p. 12
Sud Ouest Bordeaux Agglo, 16/10/2025, p. 12





PLANS & CESSIONS

GIRONDE

EN DÉFICIT DE 100 M€, LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE DANS LE ROUGE

En proie à des difficultés financières inédites, le Département de la Gironde a été placé sous la tutelle de la chambre régionale des comptes. La collectivité a voté lundi 13 octobre un budget en déficit de 100 millions d'euros, une somme abyssale qui va l'obliger à de sévères économies. La chambre va plancher pendant un mois sur des mesures de redressement, période pendant laquelle le Département n'aura plus la main sur ses finances. Son président explique la situation tant par un désengagement de l'Etat dans nombre de missions que par la nécessité constante d'investissements en collèges et autres infrastructures, la Gironde - 1,6 millions d'habitants - demeurant attractive (entre 10 000 et 20 000 nouveaux arrivants chaque année).

Dans l'opposition, le centriste Jacques Mangon, élu à Saint-Médard-en-Jalles, a fustigé la "banqueroute" du département et pointé des décisions qu'il estime inconséquentes.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
14/10/2025, p. 2-3

LOT-ET-GARONNE

PLUS DE PSE CHEZ GIFI MAIS DES VENTES DE MAGASINS À LA CHAÎNE GRAND FRAIS

Le nouveau président du directoire de Gifi, Christophe Mistou, a confirmé qu'aucun plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) ne serait engagé au siège de la célèbre enseigne de produits à petits prix, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). Suspendu cet été, le projet de suppression de 186 postes sur 750 est abandonné. L'entreprise, qui traverse une période cruciale pour son chiffre d'affaires, ne remplacera toutefois pas certains départs et la fermeture de onze magasins est à l'ordre du jour. Des discussions sont en cours avec le groupe Prosol, propriétaire de la chaîne de supermarchés Grand Frais, qui pourrait être intéressé par le rachat d'une trentaine de points de vente, dont celui de Bias. La CFDT se dit vigilante quant au sort des salariés concernés.

SOURCE

La Dépêche du Midi,
14/10/2025, p. 22

EN RÉGION

AGROALIMENTAIRE

UN PLAN SOCIAL CHEZ COLIBRI À PONS, DES LICENCIEMENTS À LA LAITERIE DE GOUZON

Deux entreprises historiques de l'agroalimentaire font face à de graves difficultés. La Maison Colibri à Pons, célèbre pour ses madeleines et fondée en 1896, a lancé une procédure d'information-consultation pour un plan de sauvegarde de l'emploi pouvant concerter ses 61 salariés, avec une fermeture envisagée fin octobre 2026. L'annonce brutale a plongé les équipes dans l'incertitude et le stress quotidien : fatigue, inquiétude pour l'avenir et désarroi personnel et familial se font sentir, ravivant de mauvaises expériences passées.

La hausse des coûts des matières premières et de l'énergie fragilise son modèle économique, malgré des investissements récents.

Dans la Creuse, la Laiterie de la Voueize a été placée en liquidation judiciaire, entraînant le licenciement de ses huit salariés. Un repreneur potentiel s'est retiré, laissant le site sans solution. Ces situations témoignent de la vulnérabilité des entreprises agroalimentaires face aux coûts croissants et de l'impact humain et territorial des plans sociaux.

SOURCES

Sud Ouest Charente-Maritime,
16/10/2025, p. 14 ; 17/10/2025, p. 13
La Montagne, édition de la Creuse,
16/10/2025, p. 5

CHARENTE-MARITIME

80 SALARIÉS PERDENT LEUR EMPLOI CHEZ COULEUR MARCHÉ APPROVISIONNEMENT

80 salariés vont être licenciés à La Rochelle. La société Couleur Marché Approvisionnement (CMA), qui gère les enseignes Le Dépôt, L'Heure du Marché et Couleur Marché, a été placée en redressement judiciaire mardi 2 octobre par le tribunal de commerce. Le plan de reprise n'a pas été accepté. Il prévoyait notamment le recours à un investisseur privé et une ouverture d'une partie du capital aux salariés.

SOURCE

Sud Ouest Charente Maritime,
11/10/2025, p. 13

Vous voulez toucher les lecteurs d'Aquisocial ?



CETTE PAGE
EST A VOUS



Contact & devis
PUB@AQUISOCIAL.FR



INVESTISSEMENTS

CHARENTE-MARITIME

L'APPEL AUX USA RESTÉ VAIN, "L'HERMIONE" CHERCHE TOUJOURS SES FINANCEURS

En redressement judiciaire, l'association qui porte la frégate « L'Hermione », réplique du navire de La Fayette, cherche toujours les 5 millions d'euros nécessaires à la fin des travaux engagés à Bayonne. Déjà garante d'un emprunt de 150 000 €, la Charente-Maritime ne peut, seule, combler le déficit. Plusieurs élus ont évoqué l'idée d'une réunion de financeurs à Paris ou en Charente-Maritime, à l'initiative du maire de Rochefort, Hervé Blanché. Objectif : mobiliser des partenaires publics et privés autour d'un navire démonté et coûteux, mais symbole patrimonial et touristique majeur du département. Les démarches vers les soutiens américains, pourtant anciens hôtes de la frégate, n'ont pour l'heure rien donné en dépit d'un millier de mails adressés par le rotary à ses contacts outre Atlantique.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
14/10/2025, p. 6

EN RÉGION

LES ENTREPRISES DE PLUS DE ONZE SALARIÉS PAIERONT LE VERSEMENT MOBILITÉ

À compter du 1er janvier 2026, les établissements publics et privés de plus de 11 salariés devront s'acquitter du versement mobilité régional rural (VMRR), une contribution de 0,15 % sur leur masse salariale. Décidée lundi 13 octobre en débat d'orientations budgétaires, cette mesure, destinée à compenser la baisse des dotations de l'État, devrait rapporter annuellement 60 millions d'euros à la Région Nouvelle Aquitaine. Ils seront principalement affectés au financement des transports régionaux. Pour les entreprises, le coût est estimé à une cinquantaine d'euros par salarié et par an. Le président Alain Rousset assume cette décision. Repoussée l'an passé, elle ne pouvait plus selon lui l'être davantage, la collectivité étant par ailleurs tenue à des économies.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
14/10/2025, p. 6

EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

Immersion <i>Logiciels</i>	Bordeaux (33)	1,61€	5,92%
Mon courtier énergie <i>Courtage en énergie</i>	Bordeaux (33)	5,75€	5,50%
Arverne <i>Géothermie</i>	Pau (64)	5,35€	4,90%
Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i>	Mimizan (40)	2,50€	3,31%
Eaux de Royan <i>Distribution d'eau</i>	Royan (17)	41,00€	2,50%
Legrand <i>Équipement électrique</i>	Limoges (87)	148,70€	2,38%
I2S <i>Imagerie industrielle</i>	Pessac (33)	6,50€	1,56%
Klarsen <i>Datamarketing</i>	Bordeaux (33)	0,85€	1,19%
Fountaine Pajot <i>Construction navale</i>	La Rochelle (17)	104,00€	1,17%
HDF <i>Energie, hydrogène</i>	Blanquefort (33)	4,02€	0,50%

...vendent

Europlasma <i>Trait. des déchets dangereux</i>	Morcenx (40)	1,06€	-30,72%
UV Germi <i>Matériels industriels UV</i>	Saint-Viance (19)	2,37€	-5,20%
Lectra <i>Technologie, logiciels</i>	Cestas (33)	23,00€	-3,16%
Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i>	Niort (79)	15,80€	-1,86%
Aelis Farma <i>Biotechnologie</i>	Bordeaux (33)	1,20€	-1,64%
Valbiotis <i>Santé</i>	Périgny (17)	0,79€	-1,25%
Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i>	Cestas (33)	945,00€	-0,53%
Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i>	Cognac (16)	46,18€	-0,47%

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Nous pensons que cela reflète pour partie l'intérêt des investisseurs privés pour l'économie locale, ce qui contribue indirectement à faire vivre les salariés des sociétés néo-aquitaines. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre. Nous suivons 24 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de 1 million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.



INVESTISSEMENTS

EN RÉGION

ALDI S'ÉTEND EN NOUVELLE-AQUITAINE ET VISE DIX MAGASINS PAR AN

Le groupe Aldi poursuit son développement en Nouvelle-Aquitaine avec l'agrandissement et la rénovation de son magasin de Villemoureix (Dordogne), ouvert au public mercredi 15 octobre. Dans le département, une nouvelle implantation à Brantôme est prévue le 21 octobre. L'enseigne, qui a racheté Leader Price, prévoit d'ouvrir dix magasins par an dans la région, (créations, rénovations et transferts), pour renforcer sa présence.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne,
17/10/2025, p. 14

DORDOGNE

A PÉRIGUEUX, LA MSA DÉMÉNAGE

La mutualité sociale agricole de la Dordogne et du Lot-et-Garonne a déménagé le 8 octobre. Le siège social de Périgueux, vieillissant et plus aux normes, a été transféré dans des bâtiments flambant neuf mais deux fois moins vastes.

SOURCE

Dordogne Libre, 13/10/2025, p. 4



DORDOGNE

ARTHUR GALINAT, NOUVEAU PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES JEUNES AGRICULTEURS

Arthur Galinat, 29 ans, maraîcher à Carsac-Aillac, a été élu mardi 14 octobre président des Jeunes Agriculteurs (JA) de Dordogne, succédant à Guillaume Testut. Membre du syndicat depuis près de dix ans et administrateur au niveau national, il entend promouvoir une image positive de l'agriculture et renforcer l'accompagnement des jeunes installés, tant sur les plans humain, financier que technique. Il souhaite travailler en concertation avec les pouvoirs publics pour défendre le renouvellement des générations agricoles et faire progresser les textes de loi concernant l'installation et la transmission.

SOURCE

Ici Périgord,
15/10/2025, en ligne

VIENNE

THALES INVESTIT PLUSIEURS MILLIONS D'EUROS À CHÂTELLERAULT

Thales CSC, filiale du groupe Thales implantée à Châtellerault, engage un vaste projet d'extension et de modernisation de son site. L'opération vise la construction d'un bâtiment administratif de 4 000 m² et la rénovation des ateliers existants entre 2026 et 2032. L'idée est de porter la capacité annuelle de réparation d'équipements aéronautiques de 25 000 à 40 000 unités d'ici 2030. Coût du programme : plusieurs millions d'euros.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la
Vienne, 16/10/2025, p. 15



CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 22 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE



Notre résumé à 09:00



NOUVELLES TÊTES

GIRONDE

BÉRANGÈRE ALLARD PREND LA DIRECTION D'HELLOASSO À BÈGLES

La plateforme HelloAsso, basée à Bègles et comptant 150 salariés, vient de désigner une nouvelle directrice. Bérangère Allard a été présentée la semaine dernière au Campus annuel qu'organisait la structure à Bordeaux. HelloAsso est une plateforme en ligne dédiée aux associations, leur permettant de collecter des fonds, gérer leurs adhésions, billetteries et campagnes de dons sans frais ni commission. Elle se finance grâce à un système de pourboires volontairement laissés lors des transactions.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo
17/10/2025, p. 20c



FAITS-DIVERS

CORRÈZE

DEUX SALARIÉS DU MUSÉE JACQUES-CHIRAC BRAQUÉS À SARRAN

Dimanche 12 octobre, les deux salariés du musée Jacques-Chirac de Sarran (Corrèze) ont fait l'objet d'un braquage par des hommes cagoulés et armés d'un fusil à pompe. Ils n'ont pas été blessés, pas plus que la dizaine de visiteurs qui se trouvaient sur le site, mais leurs agresseurs sont repartis avec la caisse et une montre. Quatre suspects ont été arrêtés et placés en garde à vue lundi après-midi.

SOURCE La Montagne, édition de la Corrèze, 13/10/2025, p. 4 ; Ici Corrèze, 13/10/2025, en ligne.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'INSTITUTRICE OUTRAGÉE SE MONTRÉ MAGNANIME AU TRIBUNAL

Le tribunal correctionnel de Pau a condamné mardi un homme de 40 ans à un stage de citoyenneté pour outrage envers l'institutrice de son fils, à Arzacq, en mai 2024. Furieux après une remarque sur l'oubli d'affaires de piscine, le prévenu avait proféré insultes et menaces depuis l'extérieur de l'école. À l'audience, il a reconnu les faits, invoquant un moment de perte de contrôle. L'enseignante, en arrêt trois mois après l'incident, n'a demandé qu'un euro symbolique de dommages et intérêts, acceptant les excuses qui lui ont été présentées..

SOURCE Ici Béarn Bigorre, 15/10/2025, en ligne

LOT-ET-GARONNE

UN OUVRIER SE TUE APRÈS AVOIR CHUTÉ DU TOIT D'UNE USINE DE VILLENEUVE-SUR-LOT

Un ouvrier de 53 ans est mort mardi 14 octobre dans un accident du travail à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). Alors qu'il intervenait sur le toit de l'usine de charpentes Siga pour le compte d'un prestataire, il a fait une chute d'une dizaine de mètres et n'a pu être ranimé. Une enquête a été ouverte.

SOURCE Sud Ouest Lot-et-Garonne, 15/10/2025, p. 11

CHARENTE

DES AGENTS DE LA PRISON D'ANGOULÊME SOUPÇONNÉS DE TRAFIC MIS EN GARDE À VUE

Cinq agents de la maison d'arrêt d'Angoulême ont été placés en garde à vue lundi dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à Périgueux. Ils sont soupçonnés d'avoir fait entrer des téléphones portables, voire des stupéfiants, en échange d'argent. Les investigations visent notamment une équipe et son chef. Les faits pourraient relever d'extorsion, d'association de malfaiteurs et de corruption.

SOURCE Charente Libre, 15/10/2025, p. 4

DEUX-SÈVRES

UN GENDARME EN SERVICE BLESSÉ PAR UN AUTOMOBILISTE EN FUITE

Dans la nuit du 11 au 12 octobre, un motard de la gendarmerie du peloton d'autoroute de La Crèche a été grièvement blessé à Chauray (Deux-Sèvres) par un automobiliste ayant refusé de se soumettre à un contrôle. Le militaire, en mission avec une patrouille, avait tenté d'intercepter ce conducteur au comportement suspect. Ce dernier a fait mine de s'arrêter avant de repartir et de percuter le gendarme, le blessant sérieusement au tibia. Âgé d'une quarantaine d'années, le gendarme a dû être opéré au centre hospitalier de Niort. Le fuyard est activement recherché et une enquête a été ouverte pour tentative de meurtre.

SOURCE La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 15/10/2025, en ligne.

Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 17/10/2025
est une revue de presse éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch,
16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire,
paraît le vendredi

ISSN : en cours
Dépot légal : novembre 2025
n° CPPAP à venir

Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Benoit Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Transmettre une info : info@aquisocial.fr
Publicité : pub@aquisocial.fr

CHARENTE - CHARENTE-MARITIME - CORRÈZE - DORDOGNE - HAUTE-VIENNE
AQUISOCIAL
LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE

